SECTION 04- ACQUIT-A-CAUTION - ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE - GARANTIE.

IV - 01.04.01 - Principe.

Aux termes de l'article 116-1° du code, les marchandises placées sous un régime suspensif doivent être couvertes soit par un acquit-à-caution, établi sur la formule de déclaration en détail (DUM) prévue par l'article 74 du code ou, lorsque les nécessités économiques le justifient, sur la formule de la déclaration simplifiée prévue par l'article 76 bis-3° du code, soit par des documents internationaux conformes aux modèles prévus par les conventions internationales auxquelles le Maroc a adhéré.

Le bénéficiaire d'un régime suspensif est appelé soumissionnaire.

Des arrêtés du ministre chargé des finances peuvent dispenser les utilisateurs de certains régimes de l'obligation de souscrire un acquit-à-caution (art. 116.3° code).

IV.01.04.02 - Description de l'acquit-à-caution.

L'article 116-2° du code stipule : "sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 230 du code, l'acquit-à-caution comporte outre la déclaration détaillée des marchandises, l'engagement solidaire du soumissionnaire et d'une caution de satisfaire aux prescriptions des lois, règlements et décisions propres au régime douanier suspensif au bénéfice duquel ces marchandises sont déclarées".

L'acquit-à-caution, document national, se présente sous forme d'une déclaration en détail assortie d'engagements souscrits par le soumissionnaire et garantis par une caution.

Les engagements sont d'ordre fiscal et juridique.

- D'ordre fiscal, parce qu'ils concernent les droits et taxes dont le paiement est suspendu.
- D'ordre juridique parce qu'ils se réfèrent expressément aux prescriptions des lois, règlements et décisions propres au régime douanier suspensif au bénéfice duquel les marchandises sont déclarées.

Il s'agit là d'engagements spécifiques à tel ou tel régime suspensif :

engagement de fabrication dans le cas de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, de circulation suivant un itinéraire et des délais déterminés dans le cas du transit, d'utilisation et d'exportation en l'état dans le cas de l'admission temporaire, etc.

L'article 116.2° code précise que "l'acquit-à-caution est un acte public et authentique dont les énonciations font foi jusqu'à inscription de faux".

Cet acquit-à-caution comprend deux parties distinctes :

- la partie "déclaration en détail". A ce sujet, il y a lieu de se reporter au titre II, chapitre 05" la déclaration en détail "ci-dessus, dont toutes les dispositions sont applicables. Elle peut donc être l'œuvre et être signée par toute personne apte à déclarer en douane (transitaire, propriétaire des marchandises ou un mandataire au service exclusif de ce dernier) ; la responsabilité du signataire de la déclaration étant limitée, à ce titre, aux infractions susceptibles d'être relevées en cours de vérification : par exemple fausse déclaration d'espèce, d'origine...

- la partie "engagements", signée aussi bien par le soumissionnaire que par la caution.

Les transitaires ne sont admis à signer la partie "engagements" de l'acquit-à-caution, que dans le cas où ils présentent une procuration particulière de la personne pour le compte de laquelle l'opération a lieu et à condition que cette procuration soit propre à l'opération en cause. D'ailleurs, dans ce cas, ledit transitaire ne signe pas la partie "engagements" en qualité de transitaire, mais de mandataire d'une personne déterminée pour une opération déterminée et dont il porte la responsabilité jusqu'à son parfait achèvement. Les engagements souscrits ont la particularité d'être étalés dans le temps.

L'acquit-à-caution peut comporter différentes signatures comme expliqué ci-après :

- trois signatures: celle du déclarant (transitaire) pour la partie "déclaration en détail" ainsi que celles du soumissionnaire et de sa caution pour la partie "engagements" ;

- deux signatures: celle du déclarant, propriétaire des marchandises, pour la partie "déclaration en détail", qui est en même temps soumissionnaire et celle de la caution pour la partie "engagements" ;

- une même signature : celle du déclarant, propriétaire des marchandises, signataire à la fois de la partie "déclaration en détail" et de la partie "engagements" (Cas des soumissionnaires qui consignent la somme demandée par l'administration, des soumissionnaires bénéficiaires de la dispense de caution dans le cadre de la sous-traitance ou du cautionnement sur engagement des entreprises exportatrices).

IV.01.04.03 : Garanties des engagements.

L'article 116-4° du code prévoit trois garanties possibles des engagements souscrits par le soumissionnaire :

- l'intervention d'une caution ;

- la consignation d'une certaine somme qui ne peut excéder le montant des droits et taxes exigibles ;

- "toute autre garantie agréée par le ministre chargé des finances".

Lorsque la garantie revêt la forme d'un cautionnement global, l'indication sur l'acquit-à-caution du numéro d'agrément de ladite garantie tient lieu de l'engagement de la caution prévu au 2° de l'article 116 du code.

Des arrêtés du ministre chargé des finances peuvent dispenser de l'obligation de fournir une caution lorsque les intérêts économiques et fiscaux en cause ne justifient pas l'engagement solidaire sus-visé .

IV.01.04.04 : L'intervention d'une caution (cf. aussi chapitre 05 du titre XIII).

La suspension des droits et taxes exigibles ainsi que l'application de certaines législations concernant les marchandises placées sous régimes économiques en douane, implique l'intervention d'une caution.

La caution est la garantie requise par l'administration pour la couverture des engagements du soumissionnaire ayant déclaré l'importation de ses marchandises sous un des régimes

économiques.

En vertu de l'article 230-1^{er} alinéa du code, les cautions sont tenues, au même titre que les principaux obligés, de payer les droits et taxes, les pénalités pécuniaires et autres sommes dues par les redevables qu'elles ont cautionnés.

Cependant, le 2^{ème} alinéa du même article limite cet engagement aux seuls droits et taxes dus lorsqu'il s'agit de cautions bancaires ou de sociétés d'assurance et ce, dans la limite des sommes cautionnées dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé des finances . Les intérêts de retard et autres sommes dus ainsi que les pénalités pécuniaires éventuelles demeurent à la charge du principal obligé.

A défaut d'autres précisions données par le code, il faut se reporter au droit commun en ce qui concerne les cautions qui peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans la pratique, l'administration préfère l'intervention de personnes morales et, parmi celles-ci, d'établissements bancaires.

*** Cautions bancaires :**

La caution bancaire est la garantie accordée par une banque qui s'engage conjointement et solidairement avec le soumissionnaire à payer les droits et taxes exigibles au cas où celui-ci ne respecterait pas ses engagements vis-à-vis de l'administration (cf. 2^{ème} alinéa de l'art. 230 code).

Pour parer au risque de présentation de fausses cautions bancaires préjudiciables aux intérêts du Trésor Public, toute déclaration en régimes économiques doit, préalablement à son dépôt au service, être soumise au Receveur des Douanes pour agrément de la caution.

Cette formalité se traduit par l'apposition du cachet et de la signature du Receveur avec la mention "Cautions agréées"; le Receveur est par conséquent tenu de procéder à la vérification systématique de l'authenticité des cachets et des signatures des banquiers.

Si, auparavant, la caution bancaire était la règle pour garantir les engagements des soumissionnaires en matière des régimes économiques en douane, d'autres modes de cautionnement ont été institués au fur et à mesure que s'est fait sentir le besoin.

*** Cautions morales :**

Les cautions morales sont consenties aux administrations, aux organismes publics et au profit des sociétés et entreprises opérant dans certains secteurs d'activité (artisanat, pêche, etc.).

L'octroi de cette garantie est subordonné à la signature au préalable d'une convention avec ces administrations ou organismes publics qui précisent leurs engagements en tant que caution.

IV. 01.04.05 : La consignation.

L'article 116.4° du code permet de remplacer la caution par une consignation dont le montant est fixé par l'administration en tenant compte du risque fiscal et économique encouru et qui ne peut excéder le montant des droits et taxes exigibles.

En conséquence, la somme à consigner peut être :

- soit égale au montant des droits et taxes suspendus ;

- soit inférieure à ce montant, lorsque le soumissionnaire est bien connu du service pour sa solvabilité, la régularité de ses paiements et la parfaite observation des engagements qu'il souscrit.

IV.01.04.06 - Autres garanties agréées.

En application des dispositions de l'article 116.4° du code et à titre de contribution à la promotion de nos exportations, l'administration a mis en place les modes de cautionnement souples ci-après visant, notamment, l'allègement des charges financières de l'entreprise.

Il s'agit du :

*** Cautionnement mixte :**

Ce cautionnement combine à la fois, l'engagement du soumissionnaire lui-même et la caution d'une institution bancaire de son choix.

Dans cette formule, la caution bancaire couvre 20 % du montant des droits et taxes exigibles à l'importation des marchandises déclarées au bénéfice d'un régime suspensif ; les autres engagements étant couverts par le soumissionnaire lui-même.

La caution bancaire couvrant les 20% des droits et taxes pourra être gérée tant par opération qu'en ligne de garantie, au choix du soumissionnaire et de sa banque caution :

1. Cautionnement par opération :

Chaque déclaration acquit à caution devra comporter, outre la propre caution du soumissionnaire, l'engagement de sa banque caution à hauteur de 20% de la valeur en douane des marchandises concernées. La caution ne sera libérée qu'après apurement total du compte en cause.

2. Caution globale annuelle par soumissionnaire :

Cette garantie sera souscrite sous forme de soumission cautionnée annuelle par laquelle, en sus des engagements du soumissionnaire lui-même, la banque caution s'engage pour un montant global devant représenter 20% de la valeur en douane des marchandises à importer sous régime suspensif, pour la période à couvrir.

Sur la base de cette soumission cautionnée, à déposer auprès du bureau douanier concerné, et pour chaque déclaration acquit à caution souscrite dans le cadre de ce mode de cautionnement le service imputera 20% de la valeur de la marchandise objet de l'acquit sur le montant de la caution.

Dans le cas où les 20% de la valeur en douane des marchandises déclarées sous régime suspensif dépasseraient le montant disponible de la caution, il ne sera donnée suite à l'opération qu'après production, par le soumissionnaire, d'une caution complémentaire.

En cas de non régularisation des engagements souscrits à l'échéance, la banque caution sera requise pour le paiement des sommes dûes à hauteur des montants garantis, le service poursuivra, en recouvrement le principal obligé pour le reliquat éventuel des droits et taxes ainsi que des pénalités et intérêts de retard, le cas échéant.

L'engagement de ce dernier est matérialisé par la signature du formulaire ad hoc (cf. annexe IV.01).

La caution bancaire sus visée peut être remplacée par une consignation du montant correspondant aux 20% du montant des droits et taxes d'importation exigibles sur les marchandises admises sous régimes économiques en douane.

A cet égard, il est précisé qu'il s'agit d'une « consignation-caution » inhérente aux régimes économiques en douane qui, par conséquent est valable pour toute la durée de validité des comptes auxquels elle se rapporte.

*** Cautionnement sur engagement des entreprises exportatrices :**

Ce cautionnement est matérialisé par la souscription par les soumissionnaires concernés d'un engagement, sur formulaire ad hoc (cf. annexe IV 02) de satisfaire à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de régimes économiques en douane et à remplir les engagements prévus à ce titre.

Ce mode de cautionnement est consenti, à leur demande, aux entreprises soumissionnaires :

- réalisant un chiffre d'affaires à l'exportation d'au moins dix millions de dirhams (10MDH) y compris la valeur des intrants ;
- tenant une comptabilité matière des opérations en régimes économiques.

En cas de cession de marchandises sous régimes économiques (admission temporaire pour perfectionnement actif ou admission temporaire), la durée de validité de la caution personnelle est décomptée à partir de la date d'enregistrement de la déclaration souscrite par le soumissionnaire, cessionnaire en l'occurrence.

Bien entendu, la durée de validité des comptes est celle fixée par la législation (admission temporaire pour perfectionnement actif) et la réglementation (admission temporaire) en vigueur.

*** Cautionnement sur engagement des entreprises exportatrices installées dans les Zones Franches :**

Ce mode de cautionnement est accordé aux entreprises installées dans les zones franches pour couvrir leurs opérations de transit par le territoire assujéti tant à l'importation qu'à l'exportation et entre les zones franches Ce cautionnement est matérialisé par la souscription par les soumissionnaires concernés d'un engagement, sur formulaire ad hoc Annexe IV-03 quater, à satisfaire aux obligations légales et réglementaires inhérentes au régime de transit.

*** Cautionnement global :**

Le cautionnement global consiste en une provision, avalisée par une banque caution, dont le montant est arrêté d'un commun accord entre l'entreprise intéressée et l'administration.

Ce montant est fixé en fonction des importations, pondéré par le cycle de rotation des stocks et la fiscalité dont sont passible les marchandises importées.

Ce mode de cautionnement couvre de manière globale, toutes les opérations sous régimes suspensifs, évitant ainsi au soumissionnaire de recourir, systématiquement et opération par opération, à l'accord préalable de sa banque.

Ce mode de cautionnement est accordé aux entreprises intéressées dans un cadre conventionnel concrétisé par la signature d'une convention entre l'administration et l'entreprise concernée,

laquelle convention est assortie d'une soumission cautionnée par une banque caution du choix de l'entreprise.

Au plan pratique, le cautionnement global couvre les opérations réalisées sous régimes suspensifs à concurrence des droits et taxes garanties par la soumission cautionnée produite, En Cas de dépassement du montant de la soumission cautionnée, une caution bancaire est exigée pour chaque opération.

Modalités d'octroi des facilités de cautionnement :

Les facilités de cautionnement sont accordées par la commission ad hoc sur demande aux entreprises opérant régulièrement sous régimes économique en douane présentant une situation financière saine et en situation régulière vis-à-vis de l'ADII et en tenant compte des conditions propres à chaque facilité de cautionnement demandée.

Le dossier à produire comportent les documents ci-après :

- Statuts de la société ;
- Extrait du registre du commerce (modèle J) de date récente ;
- Déclaration sur l'honneur jointe à la liste, produite par la société, reprenant le matériel dont elle dispose ;
- Procès-verbaux de la dernière assemblée générale et de la réunion du conseil d'administration comportant nominations et pouvoirs des signataires ;
- La liasse fiscale complète du dernier exercice, dûment authentifiée par les services des impôts ou un bilan de démarrage visé par le comptable pour les sociétés n'ayant pas encore établi de déclarations fiscales (dépôt du premier bilan au service des impôts) ;
- Copie du contrat de police d'assurance couvrant le risque d'incendie et d'explosion ;
- Avenant de délégation des indemnités d'assurance établi par la compagnie d'assurance mère au profit de l'administration des Douanes et Impôts Indirects, renouvelable annuellement par tacite reconduction ;
- Copies certifiées conformes des C.I.N des associés ou tout autre document permettant d'identifier les associés (carte de séjour ou passeport) ;
- Copies des spécimens de signature des personnes habilitées à engager la société ainsi que les justifications de ce pouvoir.

En plus des ces documents, les entreprises installées dans les zones franches sont appelées également à produire :

- une copie certifiée conforme à l'originale du contrat de bail pour les entreprises exploitant un magasin en location ;
- une copie certifiée conforme à l'originale de l'autorisation d'installation dans la zone franche ;
- une attestation de l'organisme gestionnaire justifiant l'exercice effectif de l'activité.

IV.01.04.07 - Dispense de garanties.

L'article 116-3° du code dispose que "des arrêtés du ministre chargé des finances peuvent dispenser :

" a - les utilisateurs de certains régimes économiques de l'obligation de souscrire un acquit-à-caution ;

" b - de l'obligation de fournir une caution lorsque les intérêts économiques et fiscaux ne justifient pas l'engagement solidaire prévu au IV.01.04.02 ci-dessus".

Ces dispositions ont été concrétisées :

- en ce qui concerne le a ci-dessus, avec l'article 118 du décret n° 2-77-862 du 9 Octobre 1977 susvisé, qui dispense les personnes venant séjourner temporairement au Maroc de l'obligation de souscrire un acquit-à-caution pour leurs objets en cours d'usage ainsi que leurs moyens de transport ;

- en ce qui concerne le b ci-dessus, avec les articles 140 et 155 dudit décret respectivement consacrés à l'exportation temporaire pour perfectionnement passif et à l'exportation temporaire.

La dispense de caution est également accordée aux opérations :

- d'admission temporaire des biens d'équipement nécessaires à la réalisation de programmes de reconnaissance, de recherche et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures, à utiliser pour une durée limitée par les titulaires d'autorisations de reconnaissance, de permis de recherche et de concessions d'exploitation ou par leurs contractants et sous-contractants, lorsque le matériel à importer temporairement figurent sur une liste visée par le ministre chargé des mines et de l'énergie ou par la personne déléguée par lui à cet effet (AMF n° 1235 - 78 du 22/12/1978 / BO n° 3458 du 7/2/1979 et article 52 de la loi n° 21-90 telle que modifiée et complétée par la loi n° 27-99) ;

- de cession en suite d'admission temporaire pour perfectionnement actif des articles et accessoires d'emballage utilisés pour le conditionnement de fruits et légumes exportés réalisées aux conditions fixées par l'arrêté du ministre des finances et des investissements extérieurs n°421-97 du 19.03.97 tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances, du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n°2746-97 du 31.10.97.

d'admission temporaire ou d'admission temporaire pour perfectionnement actif déposées simultanément avec des déclarations de cession dûment cautionnées.

de cession déposées simultanément avec les déclarations de régularisation les apurant en totalité (exportation, mise à la consommation en franchise) ;

d'admission temporaire souscrite dans le cadre d'une opération de commerce triangulaire, dûment autorisées, portant sur des marchandises n'ayant pas quittée l'enceinte douanière sous réserve du dépôt simultané des déclarations d'admission temporaire et d'exportation ;

d'importation sous régimes économiques en douane de matières premières, fournitures et accessoires restant propriété étrangère (sans paiement) réalisées par des entreprises exportatrices dans le cadre de la sous-traitance au profit de donneurs d'ordres étrangers agréés (centrales d'achat, etc.).

Les donneurs d'ordres étrangers non encore agréés peuvent formuler, par l'intermédiaire de leur premiers sous-traitants, des demandes d'insertion dans la liste des donneurs d'ordres agréés en produisant à cette fin les documents ci-après :

- copie des statuts de la société ;
- l'extrait du registre du commerce ;
- la liasse fiscale relative au dernier exercice ;
- les références techniques : catalogue, brochure ou tout autre document présentant la société et précisant son activité ;
- l'adresse du site Internet ;
- la liste des sous-traitants marocains en relation avec le donneur d'ordres et le chiffre d'affaires réalisé avec chacun d'entre eux.

Cette dispense est consentie aux entreprises exportatrices qui souscrivent un engagement sur formulaire ad hoc (annexes IV-03 et IV-03 bis).

La liste des donneurs d'ordre est établie par l'administration et fait l'objet d'actualisations périodiques cf. www/EDouane/DCaution/Menu_caution.htm).

IV.01.04.08 - Annulation des garanties –certificats de décharge des cautions - Restitution des consignations.

Aux termes de l'article 117 code, "le soumissionnaire et la caution sont libérés ou, le cas échéant, les sommes consignées sont remboursées au vu du "certificat de décharge " donné par les agents de l'administration".

La décharge définitive est donnée par le bureau de souscription de l'acquit.

IV.01.04.09 - Désengagement partiel des cautions.

Le décret susvisé, pris pour l'application du code, a prévu que les comptes d'entrepôt de stockage, d'entrepôt industriel franc, d'admission temporaire pour perfectionnement actif, d'exportation temporaire, d'admission temporaire, d'exportation temporaire pour perfectionnement passif peuvent faire l'objet d'un seul apurement global ou de plusieurs apurements partiels successifs.

Ainsi, en cas d'apurements partiels successifs du compte du régime suspensif sous lequel les marchandises sont placées, le soumissionnaire et la caution sont partiellement libérés ou, le cas échéant, les sommes consignées sont partiellement remboursées, au vu d'un "certificat de décharge partiel", dûment authentifié, délivré par le service au terme de chaque opération d'apurement partiel et à concurrence des quantités apurées.

Compte tenu des conséquences juridiques découlant de cet engagement, l'attention du service est appelée sur l'importance primordiale des opérations de visites en suite d'un des régimes économiques cités ci-dessus. Dans le même sens, le plus grand soin doit être apporté à la rédaction des annotations par le service soit sur les déclarations assignant un régime douanier à ces marchandises, soit sur les fiches d'imputation accompagnant ces déclarations.

IV.01.04.10 – Edition des certificats de décharge chez les opérateurs.

Dans le cadre de la facilitation des procédures, l'administration permet l'édition des certificats de décharge directement chez les opérateurs qui le souhaitent.

Pour accéder à cette application, l'opérateur ou son mandataire (transitaire ou toute personne habilitée à cet effet) doit au préalable introduire son code opérateur ainsi que son numéro de registre de commerce en vue de visualiser sur écran la date des comptes soldés et ayant obtenu leurs certificats de décharge.

L'opérateur ou son mandataire peut procéder à l'édition de ses certificats de décharge, à charge pour lui de les présenter au bureau douanier concerné pour authentification.

L'authentification de ces documents est effectuée auprès du service qui, après visualisation conforme sur écran, les visera et apposera le cachet requis.

Les agents chargés de cette opération doivent, séance tenante, remettre aux intéressés les certificats de décharge, dûment visés et cachetés, dès lors que le dispositif sur écran correspondrait aux documents présentés.